

**Union européenne - Journée  
internationale de la fin de l'impunité  
pour les crimes commis contre des  
journalistes - Déclaration de la  
Haute représentante,  
vice-présidente, au nom de l'Union  
européenne - Communiqué de  
presse du Conseil de l'Union  
européenne**

(Bruxelles, 31 octobre 2017)

Lors de la journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, l'Union européenne salue le travail accompli par les journalistes en révélant les abus de pouvoir, en mettant en lumière la corruption et les violations des droits de l'Homme et en remettant en question les idées reçues, en s'exposant souvent aux intimidations et à la violence et en mettant leur vie en péril. Des médias libres et indépendants sont le fondement d'une démocratie participative et pluraliste et peuvent être utilisés pour faire en sorte que les pouvoirs publics soient tenus de rendre compte de leurs actes.

S'en prendre aux journalistes revient à s'en prendre à la démocratie et aux sociétés pluralistes. L'information a un prix: des journalistes continuent aujourd'hui d'être persécutés, emprisonnés, voire tués, pas uniquement dans des situations de conflit armé, mais aussi en temps de paix, jusque dans l'Union européenne, ainsi que nous l'avons amèrement constaté il y a quelques semaines à peine. La violence à l'encontre des journalistes et d'autres acteurs des médias, outre l'attaque sur la victime qu'elle représente, a aussi pour effet de limiter la capacité du public à accéder à des informations et à des idées de tous ordres, tant en ligne qu'hors ligne.

L'UE continuera de recourir à tous les instruments financiers et de politique extérieure appropriés pour améliorer la qualité du journalisme, l'accès aux informations publiques et la liberté d'expression. L'UE joue un rôle essentiel en finançant le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias et fournit une protection ciblée au moyen de programmes en faveur des défenseurs des droits de l'Homme.

Nous condamnons dans les termes les plus vifs les assassinats et les actes de violence, d'intimidation et de harcèlement perpétrés contre des journalistes et d'autres acteurs des médias. Nous attendons des pouvoirs publics qu'ils respectent leurs obligations internationales en protégeant les journalistes face aux intimidations, aux menaces et à la violence, qu'elle soit de nature gouvernementale, judiciaire, religieuse, économique ou criminelle. Toute allégation d'exécution extrajudiciaire, de mauvais traitements, de menaces ou d'attaques visant des journalistes et émanant d'acteurs étatiques ou non étatiques doit rapidement donner lieu à une enquête efficace et indépendante, en vue de poursuivre les auteurs de tels crimes et de les traduire en justice. Le fait de laisser impuni tout crime de la sorte constitue une grave atteinte à la démocratie et aux droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression./.

